

Suite à une conférence nationale l'automne dernier qui regroupait des intervenants de l'industrie d'un bout à l'autre du Canada, on avait réclamé la restructuration des taxes sur les alcools et on avait aussi réclamé une diminution du prix de l'essence.

Et qu'a-t-on vu cette semaine, monsieur le Président? C'est que le gouvernement les a complètement oubliés. On a vu la taxe de vente passer de 11 à 12 p. 100, 1 p. 100 d'augmentation sur la taxe qui affectera l'essence et on a aussi vu une augmentation des taxes sur les alcools. D'autant plus, monsieur le Président, qu'on a lancé une campagne de publicité aux États-Unis avec un montant insuffisant d'argent et on est d'autant plus frappé ce matin lorsqu'on voit la dévaluation du dollar, ce qui va diminuer l'argent affecté à ce programme quand cette campagne sera lancée aux États-Unis.

* * *

[Traduction]

LE BUDGET

LES PRÉVISIONS CONCERNANT LE PRIX DU PÉTROLE ET LES TAUX D'INTÉRÊT

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, le budget conservateur qui a été présenté mercredi se fonde sur une série d'hypothèses fantaisistes qui ne tiennent pas debout dans le monde réel mais qui vont quand même coûter cher au contribuable canadien.

Selon la première des hypothèses fantaisistes du budget, le prix du pétrole est calculé à \$22.50 le baril tandis que, dans la réalité, il est coté à \$13.75 pour avril. Ce prix est celui du brut West Texas. C'est la moitié de ce qu'il était il y a quelques mois. Les planificateurs financiers du gouvernement savaient que le prix du pétrole était à la baisse. Ils n'ont pas tenu compte de ce facteur dans le budget, avec la conséquence que nous devons tous payer.

La deuxième hypothèse qui relève de la pure fantaisie est celle qui suppose que les taux d'intérêt vont se maintenir à 9.5 p. 100. Les taux sont supérieurs à 11 et 12 p. 100 à l'heure actuelle. Le gouvernement n'en démord pas, il veut sauver le dollar coûte que coûte, quoi qu'il advienne des taux d'intérêt. La conséquence est que nous pourrions voir le déficit dépasser de 3 ou 4 milliards de dollars le niveau qui est effectivement prévu.

Tout ce qu'il y a de vrai dans le budget, c'est . . .

M. le Président: A l'ordre. Le temps de parole du député est expiré.

* * *

LES DROITS À L'ÉGALITÉ

ON ATTEND DE VOIR LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AUX RECOMMANDATIONS DU COMITÉ

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Monsieur le Président, au début de la semaine prochaine, le ministre de la Justice (M. Crosbie) est censé faire connaître la réponse du gouvernement au rapport intitulé *Égalité pour tous*. J'attends cette réponse avec beaucoup d'intérêt.

J'ai bien hâte de voir ce que le ministre aura à dire concernant la participation des femmes aux opérations militaires, c'est-à-dire leur préparation en vue de ces opérations sans qu'elles y participent nécessairement. J'attends également avec

Questions orales

impatience de voir ce qu'il aura à dire concernant l'orientation sexuelle, et de savoir ce que le gouvernement compte faire à propos du droit au travail et au logement. Nous verrons aussi ce qu'il pense de la retraite obligatoire et des conséquences sociales d'une telle décision.

Un très grand nombre de missions d'information et d'actions devront être assumées par le gouvernement plutôt que par les tribunaux. J'ai hâte d'entendre ce que le ministre de la Justice aura à dire. J'espère seulement qu'il répondra aux attentes de notre comité.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

LE CHÔMAGE DANS L'ÎLE DE VANCOUVER

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, en septembre 1984, au moment où le gouvernement conservateur a été élu, l'île de Vancouver comptait 207,000 travailleurs. En janvier 1986, elle en comptait 187,000 soit 20,000 de moins. Le budget déposé mercredi n'offre rien d'intéressant aux habitants de l'île, si ce n'est une taxation plus élevée et une compression des services. Il n'y a rien pour la création d'emplois. C'est un oubli grave. J'invite donc le gouvernement à relancer la création d'emplois dans l'île de Vancouver.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE BUDGET

LES IMPÔTS DES PARTICULIERS ET DES SOCIÉTÉS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ils sont tous partis vendre le budget aujourd'hui. Pas facile, comme vente. Je dirais au premier ministre qu'en tant que représentant de commerce, il sait que si son produit ne vaut rien, il ne réussira pas à le vendre malgré tous ses efforts.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): J'ai une question pour le ministre des Finances, et je lui suis reconnaissant d'être là. D'après ses documents budgétaires et le plan financier, il prévoit, durant l'existence de son gouvernement, une augmentation des impôts personnels, directs et indirects, de 21 milliards de dollars. Pour la même période, il envisage une augmentation de un milliard de dollars des taxes sur les sociétés. Est-ce là sa conception du partage? Est-ce ainsi qu'il envisage la notion d'équité vis-à-vis des contribuables canadiens?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, je suis toujours très intéressé par les recommandations du parti libéral en matière budgétaire. J'ai soigneusement écouté l'intervention du critique de l'opposition hier. Il a dit qu'il gèlerait les dépenses et qu'il n'augmenterait pas les taxes. Cela veut dire que le parti libéral souhaiterait que nous gelions la sécurité de la vieillesse, les paiements de transfert aux provinces dans le domaine de la santé et de l'enseignement postsecondaire, l'aide du bien-être, les prestations d'assurance-chômage et les crédits à l'environnement. J'aimerais que le